

Termes de référence pour l'élaboration du rapport analytique et critique, des politiques en matière de lutte contre la violence économique

1. Contexte

La violence de genre constitue une atteinte grave aux droits fondamentaux des femmes, à leur dignité, à leur intégrité physique et mentale et à leur droit à la sécurité. Elle a de lourdes conséquences sur leur santé physique et mentale et sur celle des enfants témoins, engendre d'énormes coûts directs et indirects pour les victimes, les employeurs et le secteur public en termes de santé, de police, de frais juridiques et associés, ainsi qu'en pertes de salaires et de productivité.

La 2eme enquête nationale sur la violence à l'encontre des femmes et des hommes réalisée par le HCP en 2019 fait apparaître la persistance de sa forte prévalence (avec un pourcentage de 57,1%, de femmes qui ont subi au moins un acte de violence durant les 12 derniers mois précédant l'enquête, et dont 14,3% ont subi une violence économique) mais aussi sa faible dénonciation parmi les victimes

Si les gouvernements successifs ont essayé d'apporter des éléments de réponses en termes d'adhésion aux conventions internationales, d'élaboration de stratégies et de réformes législatives, ces initiatives n'ont pas eu d'impact significatif sur la réduction des effets de cette violation grave des droits des femmes qui continue à être banalisée par les citoyen-ne-s qui continuent à l'accepter socialement et qui ignorent jusqu'à l'existence de lois qui s'y rattachent

La crise sanitaire du COVID 19 et la mise en place de mesures d'urgence par les autorités publiques confinant la population a d'une part accentué la vulnérabilité des femmes face aux violences dont elles sont victimes quotidiennement, et révélé d'autre part le recourt fréquent à la violence économique comme mesure de contrôle et de domination des femmes par le conjoint ou par un autre membre de la famille.

L'association « IPDF » intervient sur la violence basée sur le genre depuis plus de 20 ans. Son expérience en la matière lui a permis de comprendre et, par conséquent, de réagir sur la problématique de la VBG en prenant en considération le lien corrélatif entre la violence à l'égard des femmes et la pauvreté.

En 2009 et dans le cadre du programme de lutte contre la précarité de l'Initiative nationale du développement humain (INDH), le Centre Batha a été créé et donné en gestion à l'IPDF. Il bénéficie d'un partenariat multipartite réunissant autour de l'IPDF aussi bien les acteurs publics directement concernés que des ONG nationales en qualité de partenaires stratégiques du projet.

le Centre multifonctionnel « Batha » pour l'autonomisation des femmes, qui accueille approximativement 1000 femmes usagères par an a pu développer une approche féministe globale. Cette approche holistique aborde la problématique de la violence basée sur le genre et l'objectif d'autonomisation sous tous les angles. Toutes les dimensions, individuelle, sociale, culturelle et économique de la violence sont prises en compte. La femme est au centre de l'intervention.

La globalité et la polyvalence résident autant dans la capacité d'une première approche large des problèmes exprimés, que dans l'aptitude du Centre à ouvrir des services spécialisés permettant de répondre dans un même lieu à une multitude de facettes de la vie des femmes

Dans une logique de suivi de la mise en œuvre de cette approche, IPDF/centre Batha a signé une convention de partenariat avec l'UNFPA autour des contributions aux résultats suivant :

1. Résultat(s) de l'UNDAF : Outcome/Effet 5: Les politiques publiques et les stratégies nationales assurent la réduction des inégalités socio-économiques et de genre. Produits 5.1 et 5.3
2. Produit(s) du programme attendu : Effet du Programme Pays UNFPA /Outcome 2 : Egalité de Genre et autonomisation des femmes. Output 3 : Le plaidoyer pour prévenir la violence fondée sur le genre, y compris le mariage précoce, et la promotion des droits reproductifs des femmes et des filles en particulier les plus marginalisées

Dans le cadre de ce même projet, Le centre multifonctionnel Batha pour l'autonomisation des femmes a pu constater, sur la base des déclarations des femmes reçues en 2020/2021, qu'outre et au-delà des coups portés (violence physique), des insultes (violence psychologique), du viol conjugal (violence sexuelle), la perte totale d'indépendance financière participe au système d'emprise dans lequel les femmes touchées ont été enfermées. Afin de mieux appréhender ce problème, il a réalisé un rapport socio juridique préliminaire sur la violence économique, ce qui lui a permis d'identifier quelques pistes de travail qu'il aimerait mieux développer via un deuxième rapport et ce, en vue de mieux cerner la définition, le contexte juridique, les manifestations, les déterminants, les conséquences et les acteurs concernés par la violence économique.

2. **Objet de la mission :**

La prestation qui devrait contribuer au plaidoyer du mouvement pour les droits des femmes en enrichissant son argumentaire relatif à la question de la prise en charge des FVVG s'inscrit dans le cadre du processus de suivi évaluation intégrés et systémique du Centre Batha.

En se basant sur les informations quantitatives systématisées grâce au système d'information et sur les informations qualitatives via les rapports des entretiens semi dirigés et les récits de vie des femmes, la consultation aura pour mission **d'élaborer un rapport relatif à la violence économique** sur la base des cas reçus par le centre Batha et ce via le processus suivant :

- l'encadrement/suivi du processus de collecte de données ;
- La réalisation d'un état des lieux des lois, politiques publiques, programmes et plans d'action liés à la VBG /violences économiques ;
- analyse des contextes des violences, profil des femmes et des auteurs, conséquences manifestations, et de l'écart entre les besoins reflétés par l'analyse de données et les réponses existantes (étatiques ou/et de la société civile) ;
- la prise en considération des données et recommandations issues de deux tables rondes sur l'intervention auprès des différents acteurs concernés par la violence économique ;
- la proposition de mesures internes d'accompagnement et d'amélioration de la qualité de la prise en charge de la violence économique ;
- des recommandations et des propositions ciblant aussi bien la chaîne de services en interne que les mesures à prendre par les tribunaux afin de se conformer aux normes minimales du Paquet de Services Essentiels.

3. Objectifs

L'association IPDF et ses partenaires approfondissent la compréhension de la violence économique, cernent ses aspects et utilisent les connaissances acquises à des fins d'amélioration de la qualité de la prise en charge des victimes survivantes

4. Résultats attendus :

- La définition du concept de la violence économique est précisée, ses formes, ses conséquences et ses manifestations sont mieux cernées, les principaux acteurs concernés sont identifiés et leurs rôles et responsabilités sont mieux appréhendés.
- Les outils « centre Batha » de collecte de l'information sont améliorés via leur alimentation avec des aspects relatifs à la violence économique.
- Des lieux des violences économiques sur la base des cas reçu par le Centre Batha est produit : ce document devrait identifier les caractéristiques socio-démographiques des victimes survivantes aux violences économiques des violences ainsi que des auteurs via une analyse des données collectées (système d'information Centre Batha rapports et comptes rendus des entretiens semi dirigés et des récits de vie).
- Des recommandations pour mener des actions en vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la prise en charge et de l'argumentation du plaidoyer des associations œuvrant pour la lutte contre la violence sont émises.

5. Produits / Livrables

- Une Note méthodologique validée par le comité de suivi précisant les outils de travail et l'échéancier des actions.
- Un rapport préliminaire validé par le comité de suivi.
- Un rapport final validé par le comité de suivi en arabe et en français accompagné d'une présentation Power Point des principaux résultats dans les deux langues.

6. Profil du consult/e.

(Consultation individuelle ou bureau d'étude)

- Diplôme universitaire en sciences sociales (bac+5)
- Expérience avérée dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de promotion de genre et de lutte contre l'exclusion sociale au Maroc.
- Maîtrise de la rédaction en arabe et en français.

7. Critères d'évaluation

L'évaluation des candidatures se fera sur la base de la grille suivante :

Critères
1. Diplômes et formations
2. Connaissances et expériences liées à l'évaluation des programmes de promotion de genre et de la lutte contre l'exclusion sociale au Maroc
3. compréhension de la mission
4. Adéquation de la démarche proposée avec le mandat
5. Disponibilité et conformité du plan de travail avec les attentes
6. Niveau de prise en compte de l'approche participative
7. maîtrise des deux langues de travail

8. Dossier de candidature

Le/la candidat.e intéressé.e est invitée à envoyer un dossier de Candidature à l'adresse ipdf2@yahoo.fr avant le 15 juin 2022.

Le dossier doit contenir

- Un curriculum vitae mentionnant les références et les contacts des expériences similaires.
- Une note méthodologique détaillée avec un échéancier des actions.
- Une proposition financière sur la base de H/F- jour pour une durée maximale de 14 jours